



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/59
25 octobre 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-troisième réunion
Montréal, 26 – 30 novembre 2007

PROGRAMME DE PAYS: ARABIE SAOUDITE

Le présent document comprend:

- La Fiche d'Évaluation du Programme de pays (préparée par le Secrétariat du Fonds)
- Les Observations et les Recommandations du Secrétariat du Fonds
- La lettre de transmission du Gouvernement de l'Arabie saoudite
- La Feuille de couverture du Programme de pays
- Le Programme de pays (Résumé analytique)

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

FICHE D'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS DE L'ARABIE SAOUDITE

Unité nationale de l'ozone, Présidence de la Météorologie et de l'Environnement

Situation de la ratification de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur
Convention de Vienne (1985)		1 mars 1993	30 juin 1993
Protocole de Montréal (1987)		1 mars 1993	30 juin 1993
Amendement de Londres (1990)		1 mars 1993	30 juin 1993
Amendement de Copenhague		1 mars 1993	30 juin 1993
Amendement de Montréal (1997)		-	-
Amendement de Beijing (1999)		-	-

Production des substances réglementées: Aucune substance réglementée produite

Consommation des substances réglementées:(2005) 924,5 tonnes métriques
(autre que les HCFC) 906,1 tonnes pondérées (PAO)

(tonnes)	CFC-11	CFC-12	CFC-113	CFC-114	CFC-115	TOTAL Halon121	Halon130	TOTAL	CTC	TCA	BM
SAO		878,5				878,5					46
PAO		878,5				878,5					27,6

Répartition des PAO par substance: CFC 97% BM 3%

Répartition des PAO par secteur: Aérosol Mousses Halons Réfrigération Solvants BM

Consommation (tonnes PAO): 878,5 27,6

Pourcentage du total: 97% 3%

PROTOCOLE DE MONTRÉAL (ODP tonnes) CFC Halons Bromure de Méthyle

Consommation de référence 1 798,5 1064 0,6

Niveau de consommation admissible en 2007 269,7 532 0,5

Source: Programme de Pays (2007)

Programme de Pays

Durée du programme de pays: 3 ans (2008-2010)

Objectif d'élimination des SAO: élimination totale avant la fin de 2009

Domaine prioritaire d'élimination: Secteur de l'entretien en réfrigération

Coûts des activités menées dans le pays : 2 135 000 \$US

Stratégie:

Le pays a pris l'engagement d'éliminer sa consommation des SAO d'une manière contrôlée et peu coûteuse. Il prendra les mesures présentées dans le Plan d'action afin d'honorer ses engagements en vertu du Protocole. Le développement et la mise en œuvre des mesures de réglementation, les campagnes de sensibilisation du public et les activités de formation constituent les principales composantes du Plan d'action. Une législation complémentaire sera mise en place et des textes d'application seront adoptés lorsque nécessaire, pour faciliter la réalisation des objectifs présentés dans le Plan d'action. La capacité de surveillance technique sera améliorée pour assurer un contrôle efficace des mesures légales et techniques prévues en vertu du Protocole de Montréal.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

DESCRIPTION

1. Sur la base d'une étude nationale organisée lors de la préparation du programme de pays de l'Arabie saoudite, la consommation des SAO pour 2005 a été estimée à 878,5 tonnes PAO de CFC-12 et 27,6 tonnes PAO de bromure de méthyle (BM). Cette consommation a été déclarée en vertu de l'Article 7.
2. Le secteur de l'entretien en réfrigération et de la climatisation a été le principal consommateur des SAO en 2005 et, si l'on tient compte du HCFC-22, cette consommation totalise 1 117,72 tonnes PAO, soit 97,6% de l'ensemble de la consommation des SAO. La consommation du CFC-12 pourrait inclure la petite quantité utilisée par certaines PME de la réfrigération qui peuvent continuer à fabriquer des petits articles d'équipement de réfrigération en utilisant cette substance. Les halons 1211 et 1301 sont encore utilisés dans des domaines critiques, en particulier dans les industries de production du pétrole et du gaz, bien qu'il n'y ait pas eu d'importation de ces substances en 2005. Le BM est utilisé pour la fumigation des dattes et pour les applications de quarantaine et de pré-expédition. En 2005, la consommation du BM a été estimée à 52,8 tonnes PAO, 27,6 tonnes PAO desquelles étaient destinées à la fumigation et 25,2 tonnes aux applications de quarantaine et de pré-expédition.
3. Le Gouvernement de l'Arabie saoudite a ratifié la Convention de Vienne, le Protocole de Montréal, ainsi que les Amendements de Londres et de Copenhague.
4. Le Gouvernement a indiqué que la conversion des différents secteurs de la fabrication en Arabie saoudite qui utilisaient les SAO est pratiquement terminée et a été réalisée sans demander l'aide du Fonds Multilatéral. L'Arabie saoudite demande en ce moment une aide pour le développement des capacités et pour l'assistance technique nécessaires à la réalisation de l'élimination totale des CFC et du BM, et pour assurer la durabilité de l'élimination dans les secteurs des mousses, des halons et des solvants. Dans le secteur des aérosols, l'élimination a été achevée depuis un certain nombre d'années, et aucune autre activité n'est envisagée. L'assistance est également demandée pour mettre en place et soutenir une Unité nationale de l'ozone.
5. Le Gouvernement de l'Arabie saoudite envisage la mise à jour de la réglementation actuelle, la formation des agents des douanes, ainsi que la promotion et l'application des lois pour freiner le commerce illicite. Une équipe spéciale nationale sur la réfrigération et la climatisation sera constituée pour développer les capacités des institutions nationales pertinentes et sensibiliser les techniciens en réfrigération sur les concepts de bonnes pratiques. Elle mettra également à jour les codes de pratique et les programmes d'enseignement professionnel, développera un régime d'accréditation obligatoire et organisera des programmes de formation pour les techniciens. Des programmes de récupération et de recyclage seront mis en œuvre dans les secteurs de la réfrigération et des climatiseurs de véhicule automobile, et un programme d'assistance technique sera réalisé pour le reste des PME impliquées dans la fabrication de petits équipements de réfrigération. L'assistance sera également fournie pour le secteur du BM afin de faciliter l'élimination totale de cette substance dans les utilisations réglementées. Des petits programmes de sensibilisation seront mis en œuvre dans les secteurs des mousses, des halons et des solvants.

6. Le Gouvernement de l'Arabie saoudite a pris l'engagement d'honorer ses obligations en vertu du Protocole de Montréal, bien que l'objectif de réduction de 85% de la consommation 2007 des CFC soit considéré comme un défi, étant donné que les activités envisagées dans le programme de pays ne commenceront qu'à la fin de l'année 2007. Une demande du Gouvernement de l'Arabie saoudite visant à changer la valeur de sa consommation de référence du BM est actuellement examinée par le Comité d'application.

7. À sa 49^e réunion, le Comité exécutif a approuvé le financement de la préparation du projet à un montant de 65 000 \$US, pour la préparation du programme de ce pays combiné avec un plan national d'élimination.

OBSERVATIONS DU SECRÉTARIAT

8. Le programme de pays comprend également un projet de développement des capacités et d'assistance technique à un coût proposé de 1 835 000 \$US, ainsi qu'une demande de fonds pour le renforcement des capacités, pour pouvoir appuyer l'Unité nationale de l'ozone, à un montant de 300 000 \$US sur trois ans. Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur ces demandes sont présentées dans les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/52 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/18 respectivement.

9. Le programme de pays combiné avec le plan national d'élimination pour l'Arabie saoudite soumis initialement, a soulevé la question de la capacité de ce pays à atteindre l'objectif du Protocole visant à éliminer 85% de sa consommation des CFC en 2007. Le Secrétariat du Fonds examine complètement cette question dans ses observations sur la présentation du projet de développement des capacités et d'assistance technique contenue dans le document mentionné au paragraphe précédent. L'examen a abouti à une révision de la proposition de projet soumise initialement et à un plan national d'élimination sous forme d'un projet unique de développement des capacités et d'assistance technique sans objectifs d'élimination spécifiques, qui pourrait être examiné pour approbation, sous réserve du fonctionnement du mécanisme du Protocole visant à régler les cas de non-conformité.

10. La deuxième question soulevée par ce programme a été la consommation du BM de l'Arabie saoudite et sa valeur de référence établie actuellement à 0,6 tonne PAO. Il ressort des données de consommation du BM pour 2005 fournies en vertu de l'Article 7 que cette consommation était de 27,6 tonnes PAO. À la 38^e réunion du Comité d'application, l'Arabie saoudite a demandé un changement de sa valeur de référence pour le BM. Conformément à la Recommandation 38/35, le Comité d'application a demandé des informations complémentaires pour pouvoir appuyer la proposition. Par la suite, l'Arabie saoudite a fait savoir que les données étaient en train d'être collectées, mais que le temps disponible ne permettait pas de terminer ce travail avant la tenue de la 39^e réunion du Comité. Dans la Décision XIX/23, les Parties ont présumé que l'Arabie saoudite était en situation de non-conformité aux mesures de réglementation sur le BM et ont demandé au pays d'expliquer ce dépassement de la consommation, et de présenter un plan d'action pour un retour à la conformité. Le plan d'action pourrait inclure les quotas d'importation et les instruments de politique et de réglementation. En attendant l'examen de ces informations, l'Arabie saoudite allait être considérée comme un pays de bonne foi et devrait continuer à recevoir de l'aide. La soumission sur le développement des capacités et l'assistance technique inclut une composante assistance technique de 150 000 \$US

pour le BM visant à aider l'Arabie saoudite à éliminer toute sa consommation restante dans ce secteur.

RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

11. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du programme de pays de l'Arabie saoudite, tout en soulignant que cette approbation ne signifie pas l'approbation des projets identifiés et leurs niveaux de financement. L'approbation du programme de pays de l'Arabie saoudite devrait être sous réserve de toutes décisions que pourraient prendre les Parties suite à l'examen par le Comité d'application des données de consommation futures fournies en vertu de l'article 7 par le Gouvernement d'Arabie saoudite, et de sa demande pour un changement de sa valeur de référence pour le BM.

12. Le Secrétariat du Fonds recommande de demander au Gouvernement de l'Arabie saoudite de communiquer les informations sur une base annuelle au Comité exécutif sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de pays, conformément à la décision du Comité exécutif sur la mise en œuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, para. 135). Le rapport initial couvrant la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 devrait être soumis au Secrétariat du Fonds dans le format approuvé, au plus tard le 1^{er} mai 2008.



FACSIMILE TRANSMISSION

Ms. Maria Nolan
Chief Officer
Multilateral Fund Secretariat for the implementation of Montreal Protocol
Montreal, Canada

Subject: Country Programme & National Phase-out Plan of Saudi Arabia for Ozone Depleting Substances

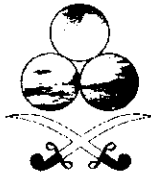
Dear Ms. Nolan,

I would like to convey the commitment of the Government of Saudi Arabia to work with UNIDO as a lead agency and UNEP as a cooperating agency on the implementation of the National Phase-out Plan and program in Saudi Arabia for phasing-out Ozone Depleting Substances.

As you know that currently, the Kingdom is passing through a critical phase of their ODS phasing out plan where we have completed the phasing out targets with major industrial sectors and have come to the informal service sector, where we need technical and financial support to carry-out our plan as required by the Montreal Protocol.

The implementation of the project will enable the Government of Saudi Arabia to achieve its target for a total phase-out of relevant ODS by the year 2010 as required under the control measures set by Montreal Protocol. I would also like to mention that the Government of Saudi Arabia doesn't intend to seek additional support from the Multilateral Fund for phasing out those substances in future.

Please accept, madam, the assurance of my highest consideration and appreciation to the Multilateral Fund Secretariat and to the Executive Committee for the support extended to the Government of Saudi Arabia in the phase out of ozone depleting substances since 1993. We would



also like to use this opportunity to thank UNIDO and UNEP for the cooperation in preparing this project.

With regards

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Ashour', is written over a horizontal line.

Dr. Ahmed A. Ashour
Deputy For Environmental Affairs

cc:

Mr. Sidi Menad Si Ahmed
Director, Multilateral Environmental Agreements Branch
UNIDO

Mr. Rajendra Shende
Head of OzonAction Programme
UNEP/DTIE

Paris, France
Dr. Habib Elhabr
Director and Regional Representative
UNEP/ROWA

COUNTRY PROGRAMME COVER SHEET

Country Programme: **Saudi Arabia** Date Received: **October 2007**

Lead National Agency: **National Ozone Committee/ Presidency of Meteorology and Environment**

Period covered: **2007 – 2010**

1. Reported Consumption

Year	CFCs	Halons	Carbon Tetra-chloride	Methyl Chloroform	HCFCs	Methyl Bromide
1995	1,828.4	1,450.0	990.0	-	13.8	-
1996	1,668.2	1,180.0	568.7	-	23.2	-
1997	1,899.0	562.0	326.7	-	29.8	1.2
Baseline	1,798.5	1,064.0	256.2	29.8	-	0.6
1998	1,921.8	346.0	682.0	1.5	34.9	1.4
1999	1,710.4	244.0	57.2	62.0	119.3	1.8
2000	1,593.6	171.0	38.5	25.8	110.6	3.0
2001	1,593.0	286.0	25.3	1.7	143.7	5.4
2002	1,531.0	257.0	-	-	138.4	-
2003	1,300.0	-	-	-	176.0	-
2004	1,150.0	214.0	27.5	-	212.9	-
2005	878.5	0	0.0	0.0	239.2	27.6
Protocol Phase-Out Targets	2010	2010	2010	2015	-	2015

2. The Action Plan

Sector	Action	Date	Expected results
All	Institutional Strengthening of the National Ozone Unit.	January 08	Efficient and effective coordination and administration of ozone matters
	Preparation of Country Program and Capacity Building and Technical Assistance Project	Jan-Sep 07	Submitted to 53 rd ExCom, Nov 2007
Regulations	Contract national legal expert(s)	Jan – Dec 08	Update existing regulation for the control of ODS, train the Customs Officers, promote the enforcement of national relevant regulations among relevant stakeholders and curb illegal trade.
	Update National Regulation based on finding of the review	Jul – Dec 08	
	National enforcement workshops for policy makers and stakeholder	Jan - Dec.09	
	Provision of Identifiers and upgrade testing facilities	Jan – May 08	
	Training program for Customs and related authorities; phase I	Aug – Oct 08	

Sector	Action	Date	Expected results
	Training program for Customs and related authorities; phase II	Dec 08 – Jun 10	
Refrigeration and air conditioning - Training	Establish National Refrigeration and Air-Conditioning Taskforce	Jan – Mar 08	<ol style="list-style-type: none"> 1. Build the capacities of national institutions to disseminate the refrigeration good practice concepts among technicians 2. Update the national educational and vocational refrigeration curricula 3. Promoting the update of the national codes of practice and developing of a compulsory certification scheme 4. Review and promote the update of national standards of refrigerants and refrigeration and air-conditioning systems
	Update refrigeration curricula of the technical educational and vocational training	Jan 08 - Jan 09	
	Update existing Codes of Practice according to the Curricula update	June - Dec 08	
	Develop compulsory certification scheme for refrigeration servicing profession	Nov 08 – Apr 09	
	Prepare mandatory minimum national technical requirements for licensing refrigeration companies/workshops	Jan – Dec 08	
	Review and update relevant national standards	Jan 08 – June 09	
	Upgrade the technical capacities of the technical education and vocational training facilities for the 10 vocational schools and institutes	Jan – Jul 08	
	Training program; Phase I Training of 60 master trainers in two workshops	Aug – Oct 08	
	Training program; Phase II (2500-3000 technicians)	Nov 08 – Sep 10	
Refrigeration and air conditioning – Recovery & Recycling	Preparation of equipment specifications	Feb - Mar 08	Promote good practices in refrigeration servicing; increase recovery and recycling of CFCs, particularly from larger refrigeration appliances or chillers; and make the CFC recovered from dismantled equipment available for other domestic and commercial refrigeration equipment
	Invitation to Bid, receipt of bid evaluation of bids	Apr-Aug 08	
	Purchase order and receipt of equipment	Sep 08-Feb 09	
	Training in use of equipment	April 09	
	Distribution of equipment	May-June 09	
Refrigeration and air conditioning – MAC Recovery & Recycling	Preparation of equipment specifications	Feb-Mar 08	Promote good practices in MAC servicing; increase recovery and recycling of CFC-12
	Invitation to Bid, receipt of bid evaluation of bids	Apr-Aug 08	
	Purchase order and receipt of equipment	Sep 08-Feb 09	
	Training in use of equipment	April 09	
	Distribution of equipment	May-June 09	
Refrigeration and air conditioning – MAC Retrofit	Designing of Awareness Campaign	Feb – May 08	Provide awareness and training on the retrofit CFC-12 MAC systems to HFC-134a based MAC systems
	Implementation of Retrofit Awareness Campaign	Jun 08 – Dec 09	
	Selecting service shops for training retrofitting	Jun – Sep 08	

Sector	Action	Date	Expected results
	Identifying manufacturers in each sector that have converted to non-ODS, and MeBr users	Jun – Dec 08	
	Identifying and contracting experts	Jan 09	
Technical Assistance	Technical assistance workshops in each thematic area	Mar – Dec 09	Enable sound and sustainable conversion
	Manage and co-ordinate the project implementation	Jan 08 – Dec 10	
	Establish policy development and enforcement program		
Project Management and Monitoring	Develop and implement training, awareness and capacity-building activities for key government departments, legislators, decision-makers and other institutional stakeholders, to ensure a high-level commitment to the project objectives and obligations		Close monitoring of the implementation of the project, tracking the promulgation, and enforcement of policy and legislation
	Preparation of annual implementation plans		
	Establish and operate a reporting system of usage of ODS/substitutes		
	Reporting on implementation progress of the project		
	Undertake independent monitoring of all the activities implemented in the project		
	Present reports on project implementation status		
	Prepare periodic (annual) assessment of the consumption of ODS in the refrigeration sector and evaluate the impact of the projects being undertaken		

3. Proposed Budget:

Item	Funding Requested	Implementing Agency
<i>Institutional Strengthening Project</i>		
<i>Institutional Strengthening (3 years)</i>	\$300,000	UNEP
<i>Policy Update, Enforcement and Prevention of Illegal Trade</i>		
Contracting national legal expert(s) to review and update the national regulations	\$10,000	UNEP

Item	Funding Requested	Implementing Agency
National enforcement workshops for policy makers and stakeholder	\$10,000	UNEP
Provision of Identification and Upgrade testing facilities	\$50,000	UNEP
Training program for Customs and related authorities; phase I (30 Master Trainers)	\$10,000	UNEP
Training program for Customs and related authorities; phase II (2,000-2,200 officers)	\$60,000	UNEP
Sub-Total	140,000	
Refrigeration Training, Standardization and Certification		
§ Update the refrigeration curricula of the technical educational and vocational training	\$50,000	UNEP
§ Update the existing Codes of Practice according to the Curricula update		
§ Develop compulsory certification scheme for the refrigeration servicing profession		
§ Prepare mandatory minimum national technical requirements for licensing refrigeration companies/workshops		
§ Review and update relevant national standards		
Upgrading the technical capacities of the technical education and vocational training facilities; (5 sets of training equipment and tools for the 10 vocational schools and institutes)	\$90,000	UNEP
Training program; Phase I Training of 60 master trainers in two workshops	\$20,000	UNEP
Training program; Phase II (2,500-3,000 technicians)	\$115,000	UNEP
Sub-Total	275,000	
Recovery and Recycling		
500 Service Sets for small/medium workshops (\$750 per set)	375,000	UNIDO
50 portable recovery Sets for Medium workshop (\$2,000 per set)	100,000	UNIDO
40 R&R Sets for Large workshops/end-users (\$5,000 per set)	200,000	UNIDO
Assessment, Training, Storage, Distribution, International Expert and Miscellaneous	150,000	UNIDO
Sub-Total	\$725,000	
MAC Recovery/Recycling and Retrofit		
50 R/R/R Sets for MAC workshops (\$2,500 per set)	125,000	UNIDO
MAC Retrofitting Awareness Campaign	45,000	UNIDO
Assessment, Training, Storage, Distribution, International Expert and Miscellaneous	50,000	UNIDO
Sub-Total	\$220,000	
Technical Assistance to Manufacturing Sectors		
CTC & MCF	\$25,000	UNIDO
Foam	\$25,000	UNIDO
Refrigeration Manufacturing	\$100,000	UNIDO
Halon	\$25,000	UNIDO
MeBr	\$150,000	UNIDO
Sub-Total	\$325,000	
Project Implementation and Monitoring		
Project implementation, management and coordination incl. monitoring and reporting	\$160,000	UNIDO
Total cost of Institutional Strengthening plus the Capacity Building and Technical Assistance Project	\$2,135,000	

EXECUTIVE SUMMARY

The Kingdom of Saudi Arabia ratified the 1985 Vienna Convention, 1987 Montreal Protocol, 1990 London Amendments, and the 1992 Copenhagen Amendments by Royal Decree No. 1, dated 25 August 1992 and is classified as an Article 5 country. The Montreal and Beijing Amendments will be ratified at a later date. Saudi Arabia was initially classified as a non-Article 5 Party, but was reclassified in 1994 as an Article 5 Party after data submission and request for reclassification. In order to comply with the upcoming provisions of the Protocol, the Government of Saudi Arabia has carried out a national survey and formulated its Country Programme/National Phase-Out Plan with the assistance of UNIDO and UNEP and funding assistance from the Multilateral Fund.

The Country Programme provides data on import and use of ODS in Saudi Arabia and expresses the commitment of the Government to phase out consumption of ODS. An Action Plan for the required activities has been defined, and steps will be taken to implement the action items to achieve phase out without causing undue economic hardship to the industrial, commercial and, in particular, the domestic consumers. There are major concerns that the country will not be able to comply with the 2007 reduction and may need till 2009 to return to compliance. Legislative actions and market forces such as decrees, licensing systems, leading to rising prices and increasing availability of ozone friendly technologies continue to play a vital role in the shift by consumers to ODS free technology, particularly in the commercial and industrial sector.

Saudi Arabia does not produce any ODS and all its requirements are met through imports. The total 2005 ODS consumption, as per reported Article 7 data amounted to 1,170.52 ODP Tonnes. The country is currently collecting and evaluating data for reporting consumption for 2006.

The principal consumption of ODS in 2005 is in the Refrigeration and Air Conditioning sector – 1,117.72 ODP Tonnes or 95.5% (including HCFC-22). Halon 1211 and Halon 1301 are still in use in critical areas; particularly in the Oil and Gas producing industries although there have been no imports in 2005. Methyl Bromide is used for date fumigation and QPS applications, and 2005 consumption is estimated at 52.8 ODP Tonnes, consisting of 27.6 ODP Tonnes for fumigation and 25.2 ODP Tonnes for QPS applications.

The government has nominated the National Ozone Committee (NOC) within the Presidency of Meteorology and Environment (PME) as the focal point for Montreal Protocol activities. An institutional strengthening project is submitted separately for establishment of a dedicated National Ozone Unit which will coordinate and monitor activities towards a complete phase out of ODS.

A total of US \$2,135,000 is being requested from the Multilateral Fund for the Institutional Strengthening Project (3 years) and to implement the identified project. The project includes policy update and enforcement, refrigeration training and certification, recovery and recycling, MAC Recovery, Recycling and Retrofit and technical assistance for the manufacturing sector (foam, refrigeration, solvent) and Halon and Methyl Bromide user sector, along with project management and monitoring.